

Paul Bouffartigue

C.V. simplifié

(décembre 2021)

Etudes de sociologie à Caen puis à Aix-en-Provence. Docteur (1982), et habilité à diriger les recherches (1997). Directeur de Recherche CNRS, et membre du LEST depuis 1994.

Chargé de recherche contractuel dans le cadre du LSID (Université de Provence) et du CRET (Université d'Aix-Marseille II) de 1975 à 1980, il mène des travaux sur le monde ouvrier, ses modes de vie les trajets domicile-travail, les transports urbains (Marseille-Fos). Nommé ingénieur d'Etudes au CNRS dans le cadre du GERM (Université de Nice) (1981-1985), puis du GERM-CERCOM (CNRS-EHESS), de 1985 à 1993, ses travaux portent alors principalement sur les trajectoires ouvrières, les jeunes et leur insertion professionnelle, l'emploi des femmes.

Depuis son arrivée au LEST, comme Chargé de recherche puis Directeur de recherche, il a développé ses investigations sur les ingénieurs et plus largement des transformations du groupe social des cadres, ce qui l'a amené à fonder le Groupe De recherche CNRS “ CADRES ” (GdR 2334). Il a ensuite infléchi ses recherches, sur les thèmes du temps de travail et des temps sociaux, les nouvelles formes de subordination salariale, la précarisation de l'emploi et l'action collective. De nombreux groupes professionnels forment les terrains d'enquête, avec un intérêt particulier pour les professions de santé (infirmières, aides-soignantes), et des facteurs de La Poste. Il a été animateur de plusieurs programmes scientifiques du LEST, membre du comité d'organisation des JIST (Journées Internationales de Sociologie du Travail) et des comité de rédaction des revues *Société française*, *Avis de recherches*, *Faire savoirs* et *Temporalités*. Il est membre du comité de rédaction de *la Nouvelle revue du travail*, depuis sa création en 2012. En 2020 il coordonne l'enquête mise en place au Lest sur les conditions et l'expérience du passage au télétravail à domicile lors du premier confinement lié à la pandémie du COVID-129. En 2021 il débute une enquête sur les liens entre syndicalisme et mouvements environnementaux dans la région de Fos-Etang de Berre, et travaille à l'édition d'un livre sur la sociobiographie d'un « transclasse ».

C.V. développé, suivi de la liste des ouvrages et directions d'ouvrages publiés

(décembre 2021)

Paul Bouffartigue entreprend des études de sociologie à Caen en 1970, qu'il poursuit et achève à Aix-en-Provence. En cours de doctorat il commence à travailler comme chercheur contractuel en collaborant aux travaux conduits par Danielle Bleitrach et Alain Chenu dans le cadre du LSID à l'Université de Provence. Il participe aux enquêtes auprès des ouvriers de la région de Marseille qui donnent lieu à l'ouvrage *l'Usine et la vie*²¹. Diplômé de doctorat en 1982 il entame sa carrière au CNRS. Il travaille auprès de Francis Godard dans le cadre de l'équipe du GERM de l'Université de Nice, laquelle participe à la fondation du CERCOM, codirigé par Jean-Claude Passeron à la Vieille Charité à Marseille. Il rejoint le LEST en 1994, et devient directeur de recherche en 1997. Il fonde en 2001, avec Charles Gadea, André Grelon, Guy Groux et Jacqueline Laufer le Groupe De recherche CNRS “ CADRES ” (GdR 2334), dont les activités se développeront jusqu'en 2009. Il coordonne également plusieurs programmes de coopération scientifique avec des pays latino-américains : avec l'Argentine et l'Uruguay, autour des

questions de l'emploi précaire et informel ; avec le Brésil, autour des questions de conflictualité sociale et de dynamiques politiques. Il participe en 2004 à la création de la revue *Temporalités*, et en 2012 à la création de *la Nouvelle revue du travail*. Il est Directeur de recherche émérite depuis 2019.

Ses travaux se sont développés selon six thématiques principales.

Sociologie des ingénieurs et des cadres

Après s'être intéressé au tournant des années 1980/1990 à la construction des identités professionnelles chez les jeunes ingénieurs et techniciens débutant dans la vie active³ il élargit son champ d'investigation à la catégorie sociale des cadres, catégorie peu étudiée en tant que telle depuis la parution de l'ouvrage de référence de Luc Boltanski. Dans son ouvrage *Les cadres. Fin d'une figure sociale*, il montre que, contrairement à un discours répandu à cette époque, sans être globalement précarisée ou banalisée, cette figure sociale s'éloigne de celle du cadre, masculin et à statut, bénéficiant d'une carrière ascendante au sein de la hiérarchie d'une grande entreprise, et connaît de multiples déstabilisations. Ces changements ne sont pas sans implications au plan de remises en question du lien de confiance qui les unissait aux directions d'entreprise : "Un nouvel état d'esprit est né, fait de défiance à l'égard des directions des firmes, de rapprochement avec les autres salariés, voire de combativité sociale". Au cours de la décennie suivante, celle des années 2000, "les discours sociaux sur la banalisation, le déclassement, voire la précarisation des cadres, sont "montés d'un étage" en s'étendant à l'ensemble "classes moyennes". Ces catégories sont plus que jamais l'objet de luttes politiques."

Sociologie du temps de travail

L'expérience française de réduction de la durée du travail initiée en 1998 par les lois introduites par Martine Aubry dites des 35 heures a offert un terrain d'enquêtes propice à la relance d'interrogations sociologiques classiques sur le temps de travail et les temporalités sociales. Ici ce sont les sources des limites et des ambiguïtés de la diminution de la durée du travail qui sont explorées, à partir de l'hypothèse selon laquelle les transformations des activités productives et des ressorts de l'efficacité qui leur sont associés se traduisent par de nouvelles modalités de la disponibilité temporelle au travail. Elles se traduisent par l'essor de nouvelles normes de flexibilité du temps de travail. Certaines sont relativement autonomes et maîtrisées par les travailleurs ; d'autres, plus hétéronomes, le sont beaucoup moins. Ces normes de flexibilité du temps de travail se distribuent de manière fondamentalement inégalitaire en épousant la hiérarchie sociale des emplois : une minorité de travailleurs, parmi les plus qualifiés, semblent bénéficier de formes de flexibilité temporelle qu'ils contrôlent, tandis qu'une fraction croissante de salariés - souvent au service des premiers - paraît subir des formes de flexibilité temporelle contraintes. Les conflits de normes sociales à partir desquelles se construisent les expériences temporelles des travailleurs et des travailleuses sont explorés dans un groupe professionnel emblématique de ces conflits, celui des infirmières hospitalières. Elles sont en effet soumises à la fois exigences de disponibilité temporelle associées à l'exigence de continuité des soins et à celles de l'assignation prioritaire des femmes aux tâches parentales et domestiques. Elles y font face au travers de la mobilisation de compétences temporelles issues à la fois d'une socialisation de genre et d'une socialisation professionnelle

Précarisation de l'emploi et action syndicale

La précarisation de l'emploi et du salariat est définie comme une combinaison de précarisations - de droit, ou de fait : celle du statut d'emploi, celle des conditions du travail, et celle de la représentation et de l'action collectives. L'érosion de la double assise de la forme syndicale construite au XX^e siècle, celle de la branche d'activité économique et celle de l'entreprise, participe de son affaiblissement ; tout particulièrement dans sa capacité à représenter, défendre et prendre en charge les salariés précaires. Ces derniers sont en effet souvent privés de la capacité à projeter leur avenir professionnel dans le cadre de l'entreprise, voire du secteur d'activité, dans lequel ils travaillent à un moment donné de leur parcours. Le livre "Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives" présente une série d'études de cas situés en France comme à l'étranger.

Santé et travail

Parmi les salariés, la perception des relations qu'entretient la santé avec le travail est étudiée à partir de l'influence de normes sociales dans la formation desquelles se combinent étroitement le milieu socioprofessionnel et le genre, féminin ou masculin. Ces relations épousent des modèles de causalité multiples et complexes qui rendent ardue leur interprétation. Ces modèles sont principalement de trois types : le travail comme facteur de dégradation de la santé ; le travail comme facteur de développement de la santé ; le travail comme facteur de sélection par la santé. La diversité des significations sociales et subjectives des notions de travail et de santé est également à prendre en compte pour appréhender les paradoxes et les énigmes de la perception de leurs liens. Cette problématique générale est appliquée aux cas des femmes soignantes hospitalières, et des travailleurs masculins de la sous-traitance industrielle de site.

Risques psychosociaux

La question des risques psychosociaux au travail est étudiée principalement au travers de la manière dont les représentants du personnel - en particulier ceux qui siègent dans les CHSCT - sont amenés à les percevoir et à les prendre en charge. Celle-ci varie sensiblement selon la configuration sociale qui est celle de l'entreprise ou de l'établissement, principalement selon les formes et l'orientation de l'implantation syndicale d'une part, et selon l'ouverture des directions aux enjeux de la qualité du travail. Peu nombreux se révèlent les contextes favorables à une intervention offensive et efficace de la représentation du personnel, se traduisant par une coopération conflictuelle entre syndicalistes et directions, favorable à la prévention des facteurs psychosociaux de risques professionnels. Les Risques psychosociaux sont également étudiés au regard du genre, en tenant de comprendre en quoi les modes d'inscription différenciés des deux sexes dans la division du travail et dans les enjeux psychosociaux propres aux milieux professionnels genrés peut rendre compte des différences de sexe au plan de la santé mentale au travail.

Classes sociales, classes populaires

À partir de la seconde moitié des années 1990, après son effacement au cours des années 1980, le retour de la question des classes sociales dans le débat public comme sur la scène intellectuelle peut s'interpréter comme l'expression d'un renouveau des conflits sociaux et de l'accentuation des inégalités sociales. Les débats théoriques sur les classes et les catégories sociales retrouvent un intérêt, et les outils conceptuels traditionnels - qu'ils soient marxistes ou webériens - doivent être mis à l'épreuve du nouveau paysage des classes et groupes sociaux.

Toujours majoritaires numériquement, mais affaiblis par la dislocation du groupe central ouvrier et par la précarisation de masse, les classes populaires ont perdu en autonomie et en visibilité politique. Elles semblent avoir laissé place aux classes moyennes salariées dans des mobilisations collectives, au sein desquelles la notion de classe ne joue pas le rôle d'opérateur central. La classe dominante quant à elle renouvelle son hégémonie au rythme d'évolutions impulsées de manière croissante au plan international. À la pertinence de l'interprétation classiste des dynamiques inégalitaires macrosociales et systémiques, s'oppose le recul de sentiments subjectifs d'appartenance de classe, et à la montée des références identitaires fondées sur le territoire, l'origine ethnique, voire le genre. Ce paradoxe impose une attention nouvelle à la manière dont se combinent dans la construction des identités sociales de multiples formes de dominations sociales et de formes de résistances à ces dominations. Concernant les classes populaires il s'agit de soumettre à l'examen critique les implications de sa substitution à la notion de classe ouvrière. Cette dernière n'étant pas seulement un objet sociologique mais aussi un acteur politique, les classes populaires ne sauraient pour autant être réduites à de simples classes objet. Elles sont toujours inscrites dans une conflictualité sociale qu'il s'agit de décrypter avec de nouveaux outils. À partir de plusieurs enquêtes conduites parmi les factrices et les facteurs de la Poste, certaines des dynamiques de fragilisation, mais aussi de résistance, qui spécifient les fractions relativement stabilisées des classes populaires sont mises au jour.

Travaux en cours

En 2020 il coordonne l'enquête mise en place au Lest sur les conditions et l'expérience du passage au télétravail à domicile lors du premier confinement lié à la pandémie du COVID-129. En 2021 il débute une enquête sur les liens entre syndicalisme et mouvements environnementaux dans la région de Fos-Etang de Berre, et travaille à l'édition d'un livre sur la sociobiographie d'un « transclasse ».

Ouvrages et direction d'ouvrage

(avec Jean Vandewattyne) (Eds), *Facteurs en Europe. Le syndicalisme face à la libéralisation et aux mutations des activités postales .Bulgarie-Belgique-Espagne-France-Royaume Uni.*, Collection « Lest », Octares, 275 p., ISBN : 978-2-36630-111-3.

(avec Jacques Bouteiller), *Du facteur au livreur ? Dans les coulisses d'un service public en danger*, Le Croquant, 2020 (ISBN 9782365122665)

(avec Armando Boito, Sophie Bérout, et Andreia Galvao) (Eds), *Changements politiques et luttes sociales. Le Brésil et la France dans la mondialisation libérale*, Vol1, L'Harmattan Coll « Logiques sociales » ISBN : 978-2-343-19473-8

(avec Armando Boito, Sophie Bérout, et Andreia Galvao) (Eds), *Mobilisations du monde du travail. Le Brésil et la France dans la mondialisation libérale*, Vol 2, L'Harmattan Coll. « Logiques sociales », ISBN : 978-2-343-20328-7

(avec M. Giannini, M., & A. Lamanthe) (Eds.). (2017). *Lavoro e crisi : l'Europa del Sud, un laboratorio ? Travail et crise : l'Europe du Sud, un laboratoire*. Milano: FrancoAngeli.214 pages.

(avec Mariana Busso et Marcos Supervielle) (Eds), Travail, jeunesse et migration à l'heure de la mondialisation. Regards croisés Europe Amérique latine, Editions de l'IHEAL, 2016, 240 pages. ISBN 978-2-37154-034-7.

(avec Sophie Bérout, Henri Eckert et Denis Merklen), *En quête des classes populaires. Un essai politique*, La Dispute, 2016 (ISBN 978-2-84303-278-3)

(avec Jacques Bouteiller (coll.)), *Temps de travail et temps de vie. Les nouveaux visages de la disponibilité temporelle*, PUF, 2012

(avec Charles Gadea et Sophie Pochic) (dir.) *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement ?*; Coll. Recherches Ed. Armand Colin, 2011

(Avec Sophie Bérout) (dir.), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, La Dispute, coll. « Essais », 2009

Pour une sociologie des rapports sociaux : L'enseignement de Michel Arliaud, de Jacques Bouteiller, Paul Bouffartigue, Anne-Marie Daune-Richard et Henri Eckert ; Ed. La Dispute , 2009

(dir.), *Le retour des classes sociales. Inégalités, dominations, conflits*, La Dispute, 2004

Cadres : la grande rupture (dir.) (avec la collab. de G. Groux, A. Grelon, J. Laufer et J.-Y. Livian) ; La Découverte, 2002

Sociologie des cadres (avec Charles Gadea) ; Coll. Repères, éd. La Découverte, 2000.

Paul Bouffartigue, *Les cadres. Fin d'une figure sociale*, La Dispute, 2001

Le travail à l'épreuve du salariat. À propos de la fin du travail (dir., avec Henri Eckert ; Coll. Logiques sociales Ed. L'Harmattan, 1997

De l'école au monde du travail. La socialisation professionnelle des jeunes ingénieurs et techniciens, l'Harmattan, 1994

D'une génération ouvrière à l'autre (avec Francis Godard) : Syros, 1988